

page 5

éditorial

PRE

Depuis des décennies, le Moyen-Orient est l'objet de discours très variés concernant sa place sur l'échiquier international. Avant-hier déclaré central, pour ses ressources énergétiques et les enjeux de la rivalité bipolaire, on le disait hier plus marginal : ses conflits insolubles semblaient appeler l'isolement, et le développement, ailleurs, de sources d'énergie non renouvelables relativisait l'importance de son pétrole et de son gaz. Les États-Unis, acteur extérieur quasi monopoliste dans la région depuis plus de deux décennies, trop marqués par leurs plaies irakiennes, se disaient tentés par un redéploiement en direction du Pacifique, apparemment décisif pour les équilibres géostratégiques de demain.

Les deux dernières années ont changé cette dernière vision, qui pouvait pousser à un *benign neglect* de la région. Les raisons du changement sont multiples. D'abord, l'embrasement des conflits qui, au-delà des guerres civiles, en Irak, en Syrie, au Yémen, dressent l'une contre l'autre des puissances locales assez fortes pour que l'ensemble de la région soit concerné. Puis le « passage de la Méditerranée » par des migrants en nombre désormais immaîtrisable. Et par un terrorisme qui, pour être acté par des indigènes européens, pousse ses racines dans la situation proche-orientale. Quant aux ressources énergétiques de la région, si elles ne sont plus écrasantes sur le marché mondial, elles restent déterminantes pour la fixation des cours, avec donc une influence décisive sur la quasi-totalité des systèmes économiques – des pays exportateurs comme des pays importateurs. Enfin, sous une forme nouvelle, le jeu des puissances dominantes – États-Unis, Russie, Chine... – se redessine au Moyen-Orient, autour de la Syrie mais aussi plus largement.

La région est donc sujet, et objet. Sujet brûlant pour les drames qui s'y étendent sans cesse en nouvelles tragédies. Objet aussi bien : s'y défient de nouvelles puissances locales ; s'y esquissent de nouvelles affirmations de puissances globales ; s'y interroge la durabilité des États dessinés par la fin des empires coloniaux ; s'y dessinent peut-être des rapports nouveaux entre des aires stratégiques déterminantes pour le siècle – car le monde n'est pas tout asiatique... – : le Moyen-Orient au sens large / l'Europe comme continent / l'Afrique...

Politique étrangère aborde les bouleversements de cette région à partir des stratégies des principaux acteurs étatiques de ses drames, et des discours qu'ils produisent sur leur propre stratégie. Pour les États-Unis, et quelle que soit leur tentation de l'éloignement, un nouveau « Grand Jeu » ne peut se développer dans la région sans eux. Pour les Russes, il est moins question de prendre le relais d'une politique de puissance néo-soviétique que d'imposer sa présence dans un nouveau multilatéralisme – lequel ne concerne pas seulement la région. Pour l'Iran, il s'agit d'user de toutes les cartes jouables

dans l'ensemble des conflits (Syrie, Liban, Yémen...) pour sortir de l'isolement auquel les cantonnent depuis plusieurs décennies les puissances occidentales et leur allié saoudien. Pour l'Arabie, il s'agit de conjurer le spectre d'une domination iranienne, et peut-être demain irano-russe. Pour la Turquie, il s'agit de se découper une place nouvelle dans la région, après l'échec subi à la fois dans le rapprochement avec l'Union européenne et au moment des printemps arabes, qu'Ankara avait trop vite vus comme fondateurs d'une surface diplomatique élargie. Pour la France enfin, il s'agirait plutôt de rendre claire une stratégie fluctuante depuis presque deux décennies, dans une conjoncture où elle n'apparaît pas décisive, dans une région où, pourtant, l'héritage du passé semblait l'inviter à un grand rôle.

Relevons, en passant, qu'au nombre des puissances déterminantes dans la région ne figure pas, ne figure plus, l'Union européenne... Mais qui s'en soucie, là-bas, et ici ?

Quelques jours après la parution de ce numéro de *Politique étrangère*, les électeurs du Royaume-Uni décideront de demeurer dans l'UE, ou de la répudier. Avant même l'analyse du résultat, c'est l'événement du référendum qui fait sens ; il exprime un fait inattendu : la réversibilité de l'appartenance à l'UE, et l'Union a déjà été profondément transformée, à la fois par la négociation pré-référendum, et par les multiples crises de ces dernières années.

Élargie très vite sur pression de l'histoire, et sans qu'on ait vraiment pensé les conditions des élargissements successifs, l'Union européenne est devenue institutionnellement ingouvernable, mais pire – car les institutions peuvent toujours s'adapter – absolument hétérogène, regroupant des pays si divers en tailles, en positions, en héritages, qu'ils ne peuvent s'accorder que sur une vision minimale de leur coexistence. Loin d'avoir enraciné dans la fin de la guerre froide un projet européen global, unissant les peuples au-delà de l'organisation d'une pure cohabitation négociée, les deux dernières décennies ont relâché la dynamique du projet pour n'en laisser subsister, pour la plupart des États-membres, qu'une vision utilitaire (les aides) et contractuelle (l'UE comme système d'accords entre États). On est loin désormais du projet *moral* de construction d'une Europe solidaire, susceptible d'assurer des responsabilités collectives qui correspondent à sa richesse et à sa puissance.

L'Union européenne serait-elle en train de se défaire par les peuples – le pire des scénarios ? Les institutions tiennent, les gouvernements continuent

à négocier, mais le sens même de la construction européenne – hasarde-t-on encore le terme d'« intégration » ? – se perd dans la chevauchée des populismes anti-Bruxelles, de toutes couleurs, de toutes natures. La rubrique *Contrechamps* de ce numéro s'attache à ces glissements vers des discours politiques qui renvoient au national dans ce qu'il peut avoir de plus dangereux, et vers de nouvelles divisions de l'Europe des vingt-huit.

L'actualité internationale est aussi faite d'incertitudes sur certaines grandes négociations commerciales internationales. Les évolutions européennes et la campagne présidentielle américaine remettent en cause, sur des prémisses fort différentes, l'application du traité trans-Pacifique, et la négociation d'un traité euro-américain qui concernerait pour l'essentiel les barrières non-tarifaires aux échanges (normes, etc.) Un peu partout se négocient pourtant des accords commerciaux plurilatéraux, intermédiaires entre accords bilatéraux et accords multilatéraux (dans la logique de l'OMC par exemple). Quel monde dessinent ces accords, ces refus d'accords ? Que nous disent-ils sur la globalisation de demain, sur les dynamiques de développement des uns et des autres ?

Ces trois thèmes – les recompositions du Moyen-Orient, les crises européennes, les analyses contradictoires de l'organisation des échanges internationaux – redessinent le monde. Parce que le Moyen-Orient reste déterminant pour plusieurs régions-clé de la planète. Parce que le projet européen est et demeure la percée révolutionnaire du xx^e siècle en matière d'organisation internationale, et tout simplement d'organisation de la paix. Et que sa réalisation de long terme pourrait être menacée par les dysfonctionnements de court terme. Parce que le développement et l'organisation des échanges dessine largement le visage, avenant ou non, de la mondialisation. Sur ces trois thèmes, les mois prochains seront éloquentes, sans doute décisifs.